

Reportée à la mi-avril

La troisième version du dialogue consacre le clivage vis-à-vis de l'arsenal du Hezbollah

Neuf mois après son arrêt, la conférence du dialogue national s'est tenue dans sa troisième version au palais de Baabda. De pure forme, la séance de deux heures n'a enregistré aucun fait remarquable. Elle s'est résumée à une simple reprise de contacts entre les différents pôles, à la lumière des nouvelles alliances et derniers développements survenus depuis la tenue de la dernière séance, le 1er juin 2009. Reportée au 15 avril, la conférence a, cependant, permis de présenter les nouveaux venus et d'effectuer un rapide survol non détaillé des diverses opinions au sujet de la stratégie de défense nationale.



Bien que la conférence de dialogue a peu de chance d'aboutir, dans un proche avenir, à l'adoption d'une stratégie de défense nationale commune qui règlera, une fois pour toutes, le sort de l'arsenal du Hezbollah et ce, en raison des divergences profondes dans les approches et les points de vue, il n'empêche que le dialogue a repris ses travaux sous la houlette du président de la République, Michel Sleiman, déterminé à reprendre l'initiative.

Toutefois, assis face à face, séparés par la table, les pôles participant au dialogue, anciennes et nouvelles figures, ont illustré à merveille la situation: deux positions diamétralement opposées s'affrontent toujours. Une première souhaite préserver les armes de la Résistance qu'elle juge nécessaires pour affronter Israël. Une seconde veut en finir, une fois pour toutes, avec cet arsenal, réclamant que le monopole de la décision de guerre ou de paix soit aux mains de l'Etat. En effet, si lors de cette réunion préliminaire l'atmosphère était au calme et aux sourires courtois, elle promet de s'animer, voire de s'envenimer lorsque les dialogueurs entreront dans le vif du sujet, d'autant que le Hezbollah par la voix de son ministre Mohamed Fneich, a affirmé deux jours avant la reprise de la conférence, que son désarmement "n'est pas un sujet de discussion et n'est pas l'objet du débat de ce dialogue".

En février, réagissant aux mises en garde israéliennes, le chef du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah avait affirmé que son mouvement bombarderait les infrastructures de l'Etat hébreu en cas d'une nouvelle attaque contre le Liban.

Cela dit, selon le communiqué publié par le palais présidentiel à l'issue de la réunion, les participants se sont entendus à maintenir les anciennes décisions prises par la table de dialogue, ainsi que tout ce qui a été réalisé dans ce cadre. Ils se sont, également, accordés à poursuivre l'étude des questions relatives à la stratégie de défense et d'œuvrer à travers le

comité d'experts désigné lors des réunions antérieures à parvenir à une synthèse et des dénominateurs communs à toutes les propositions avancées.

Les congressistes ont, également, décidé de se conformer au pacte d'honneur décidé par le comité de dialogue et de respecter l'accalmie politique et médiatique. Ils ont, enfin, décidé de se retrouver à la mi-avril pour reprendre leurs délibérations.

Tenue environ deux semaines après la rencontre qui a réuni à Damas les présidents syrien Bachar Assad et iranien Mahmoud Ahmadinejad, ainsi que sayyed Hassan



MM. Michel Aoun, Nabih Berri et Sleiman Frangjé en discussion. Tout près MM. Assaad Hardane et Walid Joumblatt.

Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, la conférence du dialogue axée sur l'arsenal du mouvement chiite, a rassemblé les 19 personnalités choisies à l'exception du ministre Mohamed Safadi en voyage. Elle a débuté par une intervention du chef de l'Etat. Evoquant l'évolution de la situation depuis la dernière séance du dialogue tenue avant les législatives, le président Sleiman a tenu, d'abord, à rappeler aux congressistes le pacte d'honneur qu'ils avaient tous signé, de ne pas s'attaquer mutuellement en public ou dans la presse.

Au sujet de la stratégie de défense nationale, il a affirmé que cette stratégie était le principal sujet à discuter par les participants. *"Elle signifie la multiplication des capacités défensives, diplomatiques, militaires et économiques"*, a-t-il déclaré, avant de souligner que sa définition nécessite de joindre et d'unifier les efforts de toutes les parties et de toutes les ressources nationales. M. Sleiman a pris soin de préciser que le timing de la tenue de la conférence n'a rien à voir avec aucun événement régional ou international et demandé aux participants, qui n'ont toujours pas formulé leurs observations sur la stratégie de défense, de le faire rapidement.

S'adressant au ministre de la Défense Elias Murr, M. Sleiman a également sollicité l'avis de l'institution militaire sur la question.

Par ailleurs, à l'heure où les participants se sont contentés d'aborder de façon lapidaire le thème à l'ordre du jour, la proposition d'élargir les questions à débattre ou la participation de la Ligue arabe n'ont pas été évoquées. D'ailleurs, bon nombre de participants ont gardé le silence. MM. Mohamed Raad, Fayez Hajj Chahine, Elias Murr et Jean Oghassabian se sont abstenus de s'exprimer.

Le président de la Chambre, Nabih Berri et le chef du PSP, le député Walid Joumblatt, ont également gardé le silence la plupart du temps. Ce dernier s'est limité à évoquer les conditions de vie des réfugiés palestiniens. Le chef du parti Kataëb, Amine Gemayel a, pour sa part, souhaité que le Liban soit écarté de la politique des axes. Appelant à fixer une durée



Eclats de rires de Sleiman Frangié et Saad Hariri.



Poignée de main entre le général Michel Aoun et le Premier ministre Saad Hariri.



Nouvelle figure, le Dr Fayez Hajj Chahine représentant de la société civile.

pour le dialogue, l'ancien chef de la République a invité les congressistes à répondre à la question de savoir si le Liban est un Etat de confrontation ou de soutien. De son côté, le chef des F.L., Samir Geagea a soulevé la nécessité de délimiter les frontières avec la Syrie, surtout celles au niveau des fermes de Chebaa. Bien qu'attendue, aucune poignée de main n'a été pourtant enregistrée, ni entre Assaad Hardane et Amine Gemayel, ni entre Samir Geagea et Sleimane Frangié.

Arrivé en retard en compagnie de l'émir Talal Arslan, le chef des Marada a évoqué les armes

palestiniennes hors des camps de réfugiés. *"Ce dossier fait partie intégrante de la stratégie de défense"*, a-t-il affirmé, avant de s'interroger sur l'avenir des armes détenues à l'intérieur des camps et la responsabilité de l'Etat vis-à-vis des réfugiés. M. Frangié a, également, exigé qu'il y ait une définition précise du mot *"agent israélien"*.

A son tour, le chef du CPL, Michel Aoun a évoqué la menace permanente que représente Israël pour le Liban. Appelant à distinguer entre terrorisme et Résistance, le député du Kesrouan a affirmé que le Hezbollah n'a nullement l'intention de *"tenter quelque chose contre Israël"*. Le chef du Bloc de la réforme et du changement, a indiqué que *"rien d'important ne s'est produit, parce que nous sommes toujours à la phase de la présentation d'idées et nous n'avons toujours pas attaqué le cœur du sujet"*, avant d'inviter certains à *"renoncer à développer certaines idées qui empêchent la bonne réflexion, comme la question de savoir si le Liban est un pays de confrontation ou de soutien. Cette question ne se pose pas, car le pays est visé"*, a-t-il avancé.

Rappelons que le débat s'est animé en fin de séance, lorsque le député Fouad Sanioura, chargé en collaboration avec le directeur général de la présidence, l'ambassadeur Naji Abi-Assi, de rédiger le communiqué de la réunion, a décidé d'effacer l'expression reprise de la déclaration ministérielle: *"droit du peuple, de l'armée et de la Résistance à défendre le Liban"*. Ce qui a soulevé les interrogations du président de la Chambre, Nabih Berri et du député Mohamed Raad. Ce à quoi, l'ancien chef de l'Etat, Amine Gemayel, M. Samir Geagea et le député Jean Oghassabian ont rétorqué qu'il s'agit d'une *"clause conflictuelle"*. Cependant, le chef de l'Etat a vite circonvenu l'incident, en bannissant l'expression.

Notons, enfin, qu'au terme de la réunion, un huis clos a rassemblé le chef de l'Etat et le Premier ministre qui ont évoqué les questions figurant à l'ordre du jour du Conseil des ministres. ■



MM. Michel Pharaon, Jean Oghassabian et Farid Makari écoutant le chef des FL Samir Geagea.

MICHELINE ABI-KHALIL